



**AGENCE REGIONALE DE SANTE
DE PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR**

*Secrétariat général
Service expertise juridique & marchés publics*

132 Boulevard de Paris
CS 50039
13331 Marseille Cedex 03

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

OBJET DE LA CONSULTATION : La présente consultation a pour objet la mise à disposition d'une infrastructure externalisée, de matériels de visioconférence et de leur maintenance pour l'Agence Régionale de Santé de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur au profit du siège et de l'ensemble de ses délégations départementales.

MODE DE PASSATION : Cette consultation fait l'objet d'un accord-cadre à bons de commande avec une procédure de MAPA avec négociation, en application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et des articles 15, 27, 74, 78, 79 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : Le 20 avril 2018 à 11H00

DUREE : Le marché prendra effet à compter de la date de notification et jusqu'au 31 décembre 2018. Il fera l'objet d'une reconduction tacite à chaque date d'échéance sans que sa durée maximale ne puisse excéder 60 mois.

MODE DE FINANCEMENT : Crédit-bail sur 60 mois avec une option d'achat à 1 % de matériels neufs. L'option d'achat sera précisée par le candidat en € et pourra être affermie au terme du contrat si l'ARS décide de conserver le matériel.

Le présent cahier comporte sept (7) pages (y compris la première).

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1 - Nom du pouvoir adjudicateur :

Monsieur Claude d'HARCOURT, Directeur général de l'agence

1.2 - Adresse du pouvoir adjudicateur :

Agence Régionale de Santé
de Provence-Alpes-Côte d'Azur
132 boulevard de Paris
CS 50039
13331 Marseille cedex 03

Tél. : 04 13 55 80 10
Télécopie : 04 13 55 80 40

1.3 – Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus

- par téléchargement sur la plate-forme des achats de l'Etat :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>, en précisant dans le premier champ « Ministère de la santé », puis sélectionnez « ARS Provence Alpes Côte d'Azur »

- par téléchargement sur le site Internet de l'ARS PACA :

<http://www.ars.paca.sante.fr> rubrique : Marchés publics

ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHE – FORME DU MARCHE

Mise à disposition d'une infrastructure externalisée, de matériels de visioconférence et leur maintenance pour l'Agence Régionale de Santé de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur au profit du siège et de l'ensemble de ses délégations départementales.

2.1 - Lieu d'exécution des prestations ou de livraison :

Agence Régionale de Santé de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur au profit du siège et de l'ensemble de ses délégations départementales :

- DD 04 – Digne-les-Bains
- DD 05 – Gap
- DD 06 – Nice
- DD 13 et SIEGE - Marseille
- DD 83 – Toulon
- DD 84 – Avignon

2.2 - Nomenclature applicable (classification CPV) :

- 32232000 – Matériel de visioconférence
- 48515000 – Logiciels de vidéoconférence

2.3 – Forme du marché : Accord-cadre à bons de commandes

2.4 – Type de procédure :

Cette consultation fait l'objet d'un accord-cadre à bons de commande avec une procédure de MAPA avec négociation, en application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et des articles 15, 27, 74, 78, 79 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

2.5 – Division en lots : non

2.6 – Négociation : oui

ATTENTION : Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans avoir recours à la négociation.

2.7 – Mode de financement : Le financement prendra la forme d'un crédit-bail sur 60 mois avec une option d'achat à 1 % sur le matériel neuf. L'option d'achat sera précisée par le candidat en euros et pourra être affermie au terme du contrat si l'ARS PACA décide de conserver le matériel.

Le candidat devra proposer dans son offre la proposition de crédit-bail permettant de financer les matériels qu'il propose dans son offre.

ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

- **Quantités et caractéristiques** : (se référer au CCTP)
- **Variantes** : sans objet
- **Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)**: Non

ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE OU DELAI D'EXECUTION

Le marché prendra effet à compter de la date de notification et jusqu'au 31 décembre 2018. Il fera l'objet d'une reconduction tacite à chaque date d'échéance sans que sa durée maximale ne puisse excéder 60 mois.

ARTICLE 5 – CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE

- **Modalités essentielles de financement et de paiement** : paiement à 30 jours par mandat administratif. La facturation sera trimestrielle à terme échu. La période de facturation débutera le 01/08/2018.
- **Forme juridique que devra revêtir le groupement de prestataires de services (cotraitant), le cas échéant** : groupement solidaire
- **Possibilité de présenter pour le marché ou un de ses lots plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels ou de membres d'un ou plusieurs groupements** : non
- **Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature autre que la langue française** : aucune

Conditions propres aux marchés de services (le cas échéant) :

- **les prestations sont –elles réservées à une profession particulière ?** : oui

- **les candidats seront-ils tenus d'indiquer les noms et les qualifications professionnelles des membres du personnel chargé de l'exécution du marché ? : oui**

ARTICLE 6 – CONDITIONS DE PARTICIPATION

La sélection des candidatures s'effectuera au regard de l'évaluation de la capacité économique, financière et technique du candidat (articles 44 à 55 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics).

En application de l'article 55 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, les candidats qui n'auront pas fourni l'ensemble des déclarations, certificats ou attestations demandés dûment complétés, datés et signés, dans le délai imparti, seront éliminés.

Avant l'examen des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces dont la production était requise sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander aux candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai imparti, identique pour tous afin de transmettre lesdites pièces. Les candidatures qui n'auront pas été régularisées dans le délai supplémentaire accordé par l'ARS PACA seront déclarées irrecevables.

L'inexactitude des renseignements fournis par le candidat peut entraîner l'application des mesures suivantes ou de l'une d'entre elles seulement :

- l'exclusion temporaire ou définitive du prestataire des marchés passés par l'agence régionale de santé PACA. Le prestataire est invité, au préalable, à présenter ses observations avant que la décision d'exclusion, qui est motivée, ne lui soit notifiée.
- la résiliation du marché après mise en demeure préalable.

Modalités pratiques concernant la négociation :

ATTENTION : Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans avoir recours à la négociation.

Présélection des candidats :

La présélection se fera sur la base d'une **première notation** et d'un 1^{er} classement après analyse des candidatures et des offres, par application des critères d'attribution indiqués ci-dessous, qui déterminent le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse.

Sous réserve d'un nombre d'offres suffisant et après analyse et classement des offres recevables, **trois (3)** candidats maximum seront retenus pour former la liste des candidats admis en phase de négociation.

Phase de négociation :

Les candidats retenus pour négocier seront préalablement avertis pour leur permettre d'organiser leur déplacement. La phase de négociation se déroulera dans les locaux de l'ARS PACA à Marseille.

Afin de s'assurer de la traçabilité de l'ensemble des actes de négociation, un compte rendu de la séance de négociation sera établi par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Offre finale et choix du prestataire retenu :

A l'issue de la phase de négociation, les trois candidats short listés remettront une offre finale. Cette offre fera l'objet d'une **dernière notation**, par application des critères d'attribution initiaux.

ARTICLE 7 – CRITERES D'ATTRIBUTION

Le marché sera attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, examinée à partir des critères suivants avec leur pondération, par ordre décroissant :

- **40 % - Prix de la prestation (offre de base apprécié au regard de l'offre financière détaillée (prix du loyer + prix total sur la durée du marché + valeur de rachat résiduelle + taux d'intérêt implicite appliqué)**
- **35 % - Qualité de la réponse**
 - o 15% - valeur technique de l'offre
 - o 10% - qualité du service proposé
 - o 10% - niveau d'expertise
- **20 % - Adéquation au CCTP**
 - o 10% - respect des normes et exigences
 - o 10% - adaptation aux unités d'œuvre et aux prestations demandées.
- **5% - Aspects sécurité de la solution**

ARTICLE 8 – CONDITIONS DE DELAI

1. Date limite de réception des candidatures et des offres :

Le **vendredi 20 avril 2018 à 11 heures**

2. Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

Une fois remises, les offres ne peuvent plus être retirées, ni modifiées. Le candidat reste tenu par son offre pendant toute la durée de sa validité.

ARTICLE 9 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

• Lettre de candidature – Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1)

Le formulaire DC1 est renseigné par le candidat individuel ou, en cas de candidature groupée, par chacun des membres du groupement.

• Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2)

En annexe du DC2, le candidat doit fournir l'ensemble des renseignements et documents nécessaire à l'acheteur public pour vérifier ses capacités professionnelles, techniques et financières (articles 44 à 55 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics).

- justificatif précisant le nom, prénom et la qualité de la(les) personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le candidat individuel ou le membre de groupement ;
- renseignements relatifs à la situation financière (compléter la rubrique D1) ;
- si le candidat a fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente, joindre la copie du jugement correspondant ;
- copie des certificats de qualité, délivrés par des organismes indépendants ou moyen de preuve équivalent.

Cette déclaration est accompagnée du pouvoir du signataire de l'ensemble des documents si ce dernier n'est pas le représentant légal du candidat.

• Acte d'engagement (ATTRI 1) et ses annexes

En cas d'allotissement, le candidat remplit un document par lot auquel il soumissionne. En cas de candidature groupée, un seul document est fourni pour le groupement d'entreprises.

L'acte d'engagement **doit être signé par le candidat**. Plusieurs cas de figure sont possibles :

- Si le candidat se présente seul, le candidat individuel signe l'ATTRI 1.
- Si le candidat est un groupement d'entreprises ;
 - Soit le mandataire du groupement n'a pas été habilité à signer l'offre du groupement ; tous les membres du groupement devront signer l'ATTRI 1.
 - Soit le mandataire du groupement a été habilité à signer l'offre du groupement ; seul le mandataire signe l'ATTRI 1.
 - En cas de groupement d'entreprises, la rubrique G du DC1 précise si le mandataire est habilité ou non à signer l'offre du groupement.

Dans tous les cas, les noms, prénom et qualité du ou des signataires doivent être indiqués dans cette rubrique, ainsi que le lieu et la date de la signature.

Le ou les signataires doivent chacun avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente (candidat individuel, membre du groupement ou ensemble des membres du groupement en cas de mandataire habilité). Le ou les personnes physiques ayant le pouvoir d'engager le candidat individuel ou le membre du groupement ont été identifiées dans la rubrique C1 du formulaire DC2, et un justificatif prouvant cette habilitation a été joint au DC2.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

- **Déclaration de sous-traitance (DC4), éventuellement**

Nota 1 : conformément aux articles 50 et suivants du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le candidat retenu, avant d'être définitivement désigné comme attributaire du marché sera tenu de produire, dans un délai de 7 jours francs :

- ✓ les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail,
- ✓ les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou l'état annuel des certificats reçus (NOTI2) qui peut remplacer les certificats sociaux et fiscaux exigés

Nota 2 : les imprimés **DC1 - DC2 - ATTRI 1 - DC4 - NOTI2** sont disponibles sur le site :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

Il est rappelé que les candidats s'engagent à accepter sans restriction ni réserve les documents régissant le marché sous peine de rendre leur offre irrégulière.

ARTICLE 10 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES (le cas échéant)

10.1 – Questions complémentaires :

Les questions complémentaires peuvent être posées :

- **soit par courriel** adressé à : ars-paca-marches-publics@ars.sante.fr
- **soit par le biais de la plate-forme des achats de l'Etat** : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

10.2 – Date limite de réception des questions : vendredi 06 avril 2018 minuit.

10.3 - Date limite de réponse de l'ARS PACA : vendredi 13 avril 2018 minuit

ARTICLE 11 – MODALITES DE TRANSMISSION ET DE RECEPTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

11.1 – Modalités de transmission des candidatures et des offres.

Compte-tenu de la nature du marché (informatique), la transmission des candidatures et des offres par **voie électronique via la plate-forme des achats de l'Etat est obligatoire.**

Les candidatures et les offres transmis par voie électronique ou envoyés sur support physique électronique sont signées selon les modalités de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Les candidatures et les offres sont **transmises électroniquement sur la plate-forme des achats de l'Etat** <https://www.marches-publics.gouv.fr>, au plus tard le **vendredi 20 avril 2017 à 11 heures.**

La date et l'heure qui seront prises en compte par le pouvoir adjudicateur correspond au dispositif d'horodatage de la plate-forme. Le fuseau horaire de référence est celui de Paris.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le candidat devra se référer aux pré-requis techniques et aux conditions générales d'utilisation de ce site. Tout autre envoi dématérialisé ne sera pas accepté (ex : par courriel)

11.2 – Formats de fichiers courants et largement disponibles pouvant être acceptés par le pouvoir adjudicateur.

Compte tenu des contraintes techniques et du profil d'acheteur, seuls les formats de fichiers suivants sont acceptés :

| Typologie des fichiers | Extensions |
|----------------------------------|---------------------------------|
| PDF | .pdf |
| suite bureautique Microsoft 2010 | .docx .xls .xlsx .pptx |
| format image | jpeg |